

A propos (<http://arretsurinfo.ch/qui-sommes-nous/>)

Exemple d'Arrêt sur info (<http://arretsurinfo.ch/page-d-exemple/>)

Participer (<http://arretsurinfo.ch/blog/>)
Contact (<http://arretsurinfo.ch/contact/>)

Accueil International Politique Média Société Culture Vidéo Silviacattorini

Recherche

L'État profond en Amérique (<http://arretsurinfo.ch/letat-profond-en-amerique/>)

Par PHILIP GIRALDI (<http://arretsurinfo.ch/authors/philip-giraldi/>) le 10 août 2015 ÉTATS-UNIS (<http://arretsurinfo.ch/category/international/etats-unis/>) TURQUIE (<http://arretsurinfo.ch/category/international/moyen-orient/turquie/>)

Tweet (<http://twitter.com/share>) ?

Note du traducteur.

Avec son aimable autorisation, j'ai traduit cet article de Philip Giraldi, un ancien officier de la CIA devenu un commentateur dissident de la politique étrangère états-unienne. Cette analyse m'a semblé intéressante au regard de l'actualité. En effet, le concept d'« État profond » est en train de se populariser (<http://www.parismatch.com/Actu/International/L-Etat-profond-americain-Maison-Blanche-et-noirs-secrets-790220>) : aux États-Unis, il désigne un système de gouvernance informel, occulte et démocratique dont Wall Street est l'épicentre. J'ai moi-même tenté d'appliquer ce concept à la France, dans un article (http://www.dedefensa.org/article-1_tat_profond_fran_ais__27_06_2015.html) publié par DeDefensa.org et influencé par Peter Dale Scott (https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Peter_Dale_Scott), dont je suis le traducteur. Philip Giraldi m'a indiqué ne pas connaître cet auteur ; néanmoins, sa définition de l'État profond américain est proche de celle du Dr. Scott (<http://www.editionsdemilune.com/letat-profond-americain-p-58.html>).

Dans cet article, M. Giraldi explique d'abord ce qu'est l'État profond turc, montrant dans quelle mesure le patriotisme peut devenir un prétexte pour subvertir la démocratie et satisfaire des intérêts particuliers. Il décrit ensuite l'État profond américain, en déplorant le fait que ses acteurs soient attirés par le profit au détriment de l'intérêt général, de la démocratie et de la sécurité collective. Ainsi, il dénonce notamment la surveillance de masse, la dérégulation financière, la corruption politique et la guerre globale contre le terrorisme. Il est donc intéressant de connaître l'opinion d'un ancien officier de la CIA sur l'actuel système de gouvernance aux États-Unis, car son constat est aussi sévère qu'alarmant.

(Philip Giraldi, qui est un expert de la politique étrangère états-unienne, est le directeur exécutif du Council for the National Interest. Dans sa version originale (<http://www.theamericanconservative.com/articles/deep-state-america/>), cet article a été publié le 30 juillet 2015 sur le site TheAmericanConservative.com. Maxime Chaix [[www.maximechaix.info/](http://maximechaix.info/)].)

L'État profond en Amérique

On affirme souvent que la République turque moderne a deux niveaux de fonctionnement. Démocratie parlementaire avec une Constitution et des élections régulières, elle est également influencée par un gouvernement secret, appelé l'« État profond » (https://fr.wikipedia.org/wiki/Peter_Dale_Scott?sa_d.C3.A9finition_de_1.27.C3.89tat_profond) (* (*«*Denn Devlet* » en turc).

Ces derniers temps, ce concept a eu le vent en poupe [aux États-Unis (<http://www.irb.co.uk/v37/n14/hugh-roberts/the-hijackers>) et en France (<http://www.editionsdemilune.com/communique-de-presse/EDL-le-travail-de-Peter-Dale-SCOTT-au-coeur-de-l-actualite.html>)], en particulier pour expliquer la persistance de dynamiques politiques traditionnelles dans les récentes révolutions au Moyen-Orient et en Europe de l'Est. Pour celles et ceux qui croient en l'existence d'un État profond, un certain nombre de relations tant institutionnelles qu'extralégales pourraient suggérer sa présence.

Certains observateurs pensent que cet État profond a émergé à travers une opération secrète de l'OTAN. Baptisée « Gladio » (<http://www.editionsdemilune.com/les-amees-secretes-de-iotan-p-16.html>) (*), elle a permis la mise en place d'une infrastructure pour les « opérations *stay-behind* », anticipant une invasion de l'Europe de l'Ouest par l'Union soviétique et ses alliés. Cette hypothèse a une certaine cohérence, car un État profond doit être organisé autour d'un ensemble de pouvoirs officiels et légitimes. En d'autres termes, il doit normalement inclure de hauts responsables de la police, des renseignements et de l'armée. Pour les autorités policières et les services secrets, la capacité d'agir dans la confidentialité est une condition *sine qua non* de l'État profond. En effet, elle fournit une couverture pour entretenir des relations qui, en d'autres circonstances, pourraient être considérées comme suspectes, voire illégales.

En Turquie, l'idée qu'il doit exister une force externe limitant la remise en cause des normes politiques avait même été reconnue, jusqu'à récemment, dans une feuille de vigne juridique. En effet, la Constitution de 1982 (https://fr.wikipedia.org/wiki/Constitution_turque_de_1982#influence_de_1.27arm.C3.A9e) autorisait le Conseil de Sécurité Nationale de l'armée à intervenir dans les affaires politiques afin de « protéger » l'État. En fait, il y a eu quatre putschs militaires en Turquie. Néanmoins, le champ d'action de l'État profond turc se situe bien au-delà de ces interventions directes. En effet, il semblerait qu'il opère grâce à la connivence de policiers qui couvrent ses activités, mais aussi à travers des intérêts entrepreneuriaux et des réseaux criminels. Ces derniers peuvent agir en dehors des frontières et favoriser une corruption politique endémique, notamment via le trafic de drogue et le blanchiment d'argent.

Un certain nombre de politiciens turcs de premier plan ont ouvertement évoqué l'existence d'un État profond. Le Premier ministre Bülent Ecevit a tenté d'en savoir plus sur cette organisation et, de ce fait, il a failli être assassiné en 1977. Tansu Çiller a rendu hommage (https://en.wikipedia.org/wiki/Deep_state) à « ceux qui sont morts pour l'État et ceux qui ont tué [en son nom] », en référence à des assassinats de communistes et de Kurdes. Nous pouvons recenser de nombreuses révélations majeures sur les activités de l'État profond turc. L'exemple le plus célèbre est un accident de voiture survenu en 1996 à Susurluk, qui tua le directeur adjoint de la police d'Istanbul et le chef des Loups gris (https://fr.wikipedia.org/wiki/Loups_gris), une organisation nationaliste d'extrême droite. Un député se trouvait également dans cette voiture et un faux passeport y fut découvert, ce qui permit aux enquêteurs d'établir un lien entre ce réseau criminel ayant dirigé des escadrons de la mort, un haut responsable de la police et un élu siégeant au Parlement. Les investigations qui s'ensuivirent ont démontré que les autorités policières avaient utilisé ces malfaiteurs en appui de leurs opérations contre des groupes d'extrême gauche et d'autres dissidents. Des agents de l'État profond ont également été impliqués dans des assassinats de Kurdes, de gauchistes, de potentiels témoins de l'État, d'un journaliste arménien et d'un juge. Par ailleurs, ils ont commis des attentats à la bombe contre une librairie kurde et les bureaux d'un important journal.

Tandis que chaque gouvernement dissimule ses activités les plus critiquables ou organise de véritables tromperies – ayant parfois de bonnes raisons de le faire –, il est légitime de se demander en quoi l'État profond agit différemment. Tandis qu'un gouvernement élu peut parfois mener des activités à la légalité douteuse, il a en principe des motifs légitimes pour dissimuler ou justifier ces actes. Mais pour les acteurs de l'État profond, il n'existe ni responsabilité, ni restriction légale. Tout est basé sur l'intérêt personnel, ce qu'ils justifient en invoquant le patriotisme et l'intérêt national.

En Turquie, les hauts responsables qui se considèrent membres du *status in statu* partagent la croyance d'être les gardiens de la Constitution et des véritables intérêts de la nation. C'est pourquoi ils ne se sentent pas concernés par les lois qui régissent la société. Leurs activités criminelles leur semblent acceptables car ils pensent protéger le peuple turc et corriger ses erreurs – la population pouvant être facilement détournée du droit chemin par des lubies politiques ou des leaders charismatiques. Lorsque les choses vont trop loin dans une direction que l'État profond juge mauvaise, celui-ci intervient pour rectifier le tir.

Et les acteurs de ce système sont récompensés pour leur patriotisme [dévoilé]. En effet, ils bénéficient matériellement des activités criminelles dans lesquelles ils s'engagent, dont la protection du rôle de la Turquie comme zone de transit des drogues de l'Asie centrale vers l'Europe, et plus récemment des armes et des combattants vers et depuis la Syrie – ce qui les a amenés à collaborer avec des groupes tels que Daech (<http://www.irb.co.uk/v36/n21/patrick-cockburn/whose-side-is-turkey-on>) [, comme l'a notamment dénoncé Éric Leser sur Slate.fr (<http://www.slate.fr/story/105055/sans-turquie-daech-existerait-pas>)]. Ces activités ont permis à des islamistes d'ignorer les frontières et de vendre des objets archéologiques volés, tout en négociant la vente du pétrole provenant des zones qu'ils occupent. Une part importante de ces transactions alimente l'État profond.

Que mes lecteurs états-unien ne soient pas surpris si tout cela leur semble familier. Et au regard de certaines idiosyncrasies (<https://fr.wikipedia.org/wiki/Idiosyncrasie>) locales, il est légitime de se demander s'il n'existerait pas également un État profond en Amérique.

Tout d'abord, soulignons que, pour qu'un tel système soit effectif, il doit être étroitement lié au développement ou à la préexistence d'un État de sécurité nationale. De plus, le sentiment que la nation est en danger doit prévaloir, de valeureux patriotes prenant alors des mesures exceptionnelles pour préserver la vie et les biens des citoyens. En principe, ces dispositions sont généralement conservatrices, puisqu'elles visent à protéger le *statu quo* et impliquent que tout bouleversement soit dangereux.

Suivez-nous

S'inscrire à notre lettre d'information.

Courriel Envoyer

(<http://arretsurinfo.ch/vous-les-articles/feed>)

(<https://twitter.com/ArretSurInfo>)

(<https://www.facebook.com/pages/Ar%3C3%A9sur-Info/300831053432742>)

(<https://www.youtube.com/channel/UCjgDP41wz2wmsP13-HiDQ>)

La dernière vidéo de MFL en mémoire du General... (http://www.dailymotion.com/video/xejq47_la-derniere-vidéo-de-ml-en-mémoire_news_par_webtele-libre) (<http://www.dailymotion.com/webtele-libre>)

Dans l'Amérique de l'après-11-Septembre, ces conditions sont certainement remplies, ce qui alimente l'autre caractéristique essentielle de l'État profond : le fait que ses acteurs doivent opérer en secret, ou du moins à l'abri des regards indiscrets. Observons un instant le fonctionnement de Washington. Le Congrès [à majorité républicaine] est paralysé, et il s'oppose à quasiment tout ce que soutient la Maison Blanche. Néanmoins, certaines politiques sont mises en œuvre, mais visiblement sans aucune discussion : les banques sont renflouées et les intérêts des entreprises sont légalement protégés ; dans le secteur de la Défense [et du Renseignement], d'énormes contrats pluriannuels sont approuvés ; des citoyens sont assassinés par des drones à l'étranger, la population est surveillée en permanence, des gens sont emprisonnés arbitrairement, les actions militaires contre des régimes « voyous » sont autorisées, et les lanceurs d'alerte sont punis de peines de prison ; les crimes de guerre commis par les soldats et les mercenaires états-uniens sur des théâtres de guerre lointains, ainsi que les tortures et les kidnappings, font rarement l'objet d'enquêtes et de sanctions. [La gouvernance des] États-Unis, en tant qu'entité capitaliste prédatrice et belliqueuse, peut être perçue comme une incarnation de l'État profond.

L'un de ses détracteurs a écrit (<http://billmoyers.com/2014/02/21/anatomy-of-the-deep-state/>) que ce système s'inscrivait dans le « Consensus de Washington », un élément du même ([https://fr.wikipedia.org/wiki/M%C3%A8me_de_l'exceptionnalisme_américain](https://fr.wikipedia.org/wiki/M%C3%A8me_de_l'exceptionnalisme_am%C3%A9ricain)). L'État profond peut être considéré comme une création de l'après-guerre, c'est-à-dire l'aboutissement du « complexe militaro-industriel » contre lequel le Président Eisenhower nous avait mis en garde. Néanmoins, certains observateurs pensent que ce système fut instauré par le vote du *Federal Reserve Act* avant la Première Guerre mondiale. Plusieurs années après avoir promulgué cette loi, Woodrow Wilson se serait plaint (<http://www.themoneymasters.com/the-money-masters/famous-quotations-on-banking/>) en ces termes : « Dans le monde civilisé, nous sommes devenus l'un des gouvernements les moins bien dirigés et les plus totalement contrôlés et soumis [...] nous ne sommes plus un gouvernement par la conviction et le vote de la majorité, mais (...) par l'opinion et la coercition d'un cercle restreint de puissants ».

L'État profond de ce pays est une créature hybride – à l'image de la Turquie –, qui est gérée par un axe New York-Washington. Alors que les Turcs s'engagent dans des activités criminelles pour se financer, les élites de la capitale états-unienne se tournent vers les banquiers, les lobbyistes et les contractants du secteur de la Défense, qui opèrent bien plus ouvertement et légalement. Aux États-Unis, l'État profond inclut toutes les parties, à la fois publiques et privées, qui bénéficient du *statu quo*, dont certains acteurs clés au sein des agences de renseignement et de police, ainsi que dans les Départements de la Défense, du Trésor et de la Justice, ou encore dans la magistrature. Ce système est structuré afin de récompenser matériellement ceux qui participent à cette mascarade, et le ciment qui coagule cet ensemble provient de Wall Street. En effet, les « services financiers » pourraient bien être considérés comme l'épicentre de ce processus. Bien qu'il y ait besoin du gouvernement pour mettre en œuvre les politiques souhaitées, les « bankers » constituent l'élément le plus essentiel de l'État profond. En effet, ils distribuent les récompenses les plus attrayantes pour acheter la complaisance des autorités. À mesure que les intérêts entrepreneuriaux renforcent leur domination sur les médias, peu de voix discordantes se font entendre au sein du « quatrième pouvoir » ; parallèlement, la plupart des cercles de réflexion washingtoniens, qui apportent de la crédibilité « intellectuelle » à l'État profond, sont eux aussi financés par les contractants de la Défense.

L'essor de ce système est garanti par les fameuses « portes-tambour » (« *revolving doors* »), à travers lesquelles des dirigeants gouvernementaux accèdent aux plus hautes sphères du secteur privé. Dans certains cas, ces portes tournent plusieurs fois, lorsque les hauts fonctionnaires quittent le gouvernement pour y retourner ensuite – mais à des positions encore plus élevées. Au fur et à mesure de leur évolution, ces individus spéciaux sont protégés, promus, et préparés à des enjeux plus importants, qui justifient des dépenses colossales : plans de renforcement des banques, allègements fiscaux, et résistance aux législations qui régularisent Wall Street, les dons aux partis politiques et le lobbying. D'anciens politiciens, généraux [du Pentagone] et officiers supérieurs des renseignements s'offrent alors des maisons de plusieurs millions de dollars pour leurs retraites, confortablement assis sur des tas d'investissements.

L'État profond américain est totalement corrompu : il n'existe que pour trahir l'intérêt public, et il inclut des hauts fonctionnaires et les deux principaux partis. Des politiciens comme les Clinton, qui ont « ruiné » la Maison Blanche et ont ensuite accumulé 100 millions de dollars en quelques années, en sont un bon exemple. Un Pentagone obèse recrute des centaines d'officiers généraux inutiles, qui perçoivent toute leur vie de gracieuses retraites et autres allocations. Et personne n'est jamais sanctionné. L'ex-général et ancien directeur de la CIA David Petraeus, qui avait été poussé vers la sortie, est aujourd'hui un cadre dirigeant du fonds d'investissement privé KKR, bien qu'il n'ait aucune compétence dans le secteur des services financiers. Plus récemment, l'ancien directeur adjoint de la CIA Michael Morell est devenu un conseiller de premier plan à Beacon Global Strategies. Ces deux individus sont récompensés pour leur loyauté envers ce système, mais aussi car ils permettent à ces firmes d'accéder à leurs remplaçants au sein du gouvernement.

Pourquoi l'État profond connaît-il une telle réussite ? Il gagne indépendamment de qui est au pouvoir en créant des gouffres financiers dans le système, avec l'assentiment des deux partis. Monétiser la guerre globale contre le terrorisme – qui est totalement inutile et horriblement chère –, est rentable pour les hauts fonctionnaires, les industries de la Beltway et les services financiers qui alimentent cette campagne. Puisque que l'argent doit couler à flots, l'État profond continue de défendre des politiques insensées, dont les guerres ingagnables qui sont actuellement imposées sans débat en Irak/Syrie et en Afghanistan. L'État profond sait pertinemment qu'une opinion publique apeurée avalera tout ce qu'on lui vend ; il n'a même pas besoin de faire beaucoup d'efforts pour y parvenir.

Bien entendu, j'ai conscience que les États-Unis ne sont pas la Turquie. Mais en nous basant sur cet exemple, nous devons comprendre comment une démocratie peut être subvertie par des intérêts particuliers cachés derrière le masque du patriotisme. Bien souvent, aux États-Unis, les citoyens ordinaires se demandent pourquoi les politiciens et les responsables gouvernementaux sont aussi bornés, n'admettant que trop rarement la réalité de notre pays. Ce déni est en partie dû au fait que la classe politique vit dans une bulle qu'elle a elle-même créée ; mais également car la plupart des dirigeants US acceptent une présence non élue, illégitime et non responsable au sein du système, qui en réalité tire les ficelles dans les coulisses. Voilà comment je définirais l'État profond américain.


Philip Giraldi

Notes

(*) NdT : Les hyperliens menant à des articles en français ont été ajoutés par le traducteur, avec l'autorisation de l'auteur, pour remplacer les articles en anglais.

(**) Note de [dedefensa.org](http://www.dedefensa.org) : nous avons publié un texte le 3 août 2015 (http://www.dedefensa.org/article-notes_sur_carl_bildt_gladio_et_le_sous-marin_russe_03_08_2015.html) («Notes sur Carl Bildt, Gladio et le sous-marin russe»), axé notamment sur la survivance, le prolongement et l'activisme toujours florissant de Gladio dans des affaires.

Source: http://www.dedefensa.org/article-1_tat_profond_en_am_rique_07_08_2015.html (http://www.dedefensa.org/article-1_tat_profond_en_am_rique_07_08_2015.html)

 [Tweet \(http://twitter.com/share\)](https://twitter.com/share) ?

 Daesh (I), Gladio (I), Manipulations politiques (I), OTAN (I), Stratégie de la tension (I)

Je soutiens Arrêt Sur Info
(<http://arretsurinfo.ch>
/donations/)

Georges Corm, invité de Cunstratu: « Il faut... » (http://www.dailymotion.com/video/x2ay5am_georges-corm-invite-de-cunstratu-il-faut-deconstruire-les-cliches_news) par

(<http://www.dailymotion.com/corse-matin>)
(<http://www.dailymotion.com/corse-matin>)

Archives par jour (<http://www.dailymotion.com/corse-matin>)

AOÛT 2015						
	L	Ma	Me	J	V	S
	3 (http://arretsurinfo.ch) (http://arretsurinfo.ch)	4 (http://arretsurinfo.ch) (http://arretsurinfo.ch)	5 (http://arretsurinfo.ch) (http://arretsurinfo.ch)	6 (http://arretsurinfo.ch) (http://arretsurinfo.ch)	7 (http://arretsurinfo.ch) (http://arretsurinfo.ch)	8 (http://arretsurinfo.ch) (http://arretsurinfo.ch)
	10 (http://arretsurinfo.ch) (http://arretsurinfo.ch)	11	12	13	14	15
	17	18	19	20	21	22
	24	25	26	27	28	29
	31					
	↓ juil (http://arretsurinfo.ch) (http://arretsurinfo.ch)					

Mots-clés (<http://www.dailymotion.com/corse-matin>)

Al-Nosra
(<http://arretsurinfo.ch/tag/al-nosra/>) Al-Qaïda
(<http://arretsurinfo.ch/tag/al-qaïda/>) Alexis Tsipras
(<http://arretsurinfo.ch/tag/alexis-tsipras/>) Allemagne (<http://arretsurinfo.ch/tag/allemaigne/>) Antisémitisme (<http://arretsurinfo.ch/tag/antisemitisme/>) ASL (<http://arretsurinfo.ch/tag/asl/>) Assad (<http://arretsurinfo.ch/tag/assad/>) BHL
(<http://arretsurinfo.ch/tag/bhl/>) **Bordure protectrice**
(<http://arretsurinfo.ch/tag/bordure-de-protection/>) BRICS (<http://arretsurinfo.ch/tag/brics/>) Charlie Hebdo (<http://arretsurinfo.ch/tag/charlie-hebdo/>) Chine
(<http://arretsurinfo.ch/tag/chine/>) CIA
(<http://arretsurinfo.ch/tag/cia/>) **Crimes de guerre**
(<http://arretsurinfo.ch/tag/crimes-de-guerre/>) Daesh (<http://arretsurinfo.ch/tag/daesh/>) Dieudonné
(<http://arretsurinfo.ch/tag/dieudonne/>) Donbass (<http://arretsurinfo.ch/tag/donbass/>) Doveski (<http://arretsurinfo.ch/tag/doveski/>) Démocratie
(<http://arretsurinfo.ch/tag/democratie/>) EILL (<http://arretsurinfo.ch/tag/eill/>) Etat Islamique
(<http://arretsurinfo.ch/tag/etat-islamique/>) Euro
(<http://arretsurinfo.ch/tag/euro/>) Finance
(<http://arretsurinfo.ch/tag/finance/>) Gaza
(<http://arretsurinfo.ch/tag/gaza/>) Grèce
(<http://arretsurinfo.ch/tag/grece/>) Guerre au terrorisme
(<http://arretsurinfo.ch/tag/guerre-au-terrorisme/>) Hamas
(<http://arretsurinfo.ch/tag/hamas/>) Hollande (<http://arretsurinfo.ch/tag/francois-hollande/>) Intervention
(<http://arretsurinfo.ch/tag/intervention/>) Islam
(<http://arretsurinfo.ch/tag/islam/>) Lobby israélien
(<http://arretsurinfo.ch/tag/lobby-pro-israelien/>) Manipulations politiques
(<http://arretsurinfo.ch/tag/manipulations-politiques/>) Maitan
(<http://arretsurinfo.ch/tag/maitan/>) Mensonges d'Etat
(<http://arretsurinfo.ch/tag/mensonges-detat/>) MH17
(<http://arretsurinfo.ch/tag/mh17/>) Obama
(<http://arretsurinfo.ch/tag/obama/>) OTAN
(<http://arretsurinfo.ch/tag/otan/>) Propagande
(<http://arretsurinfo.ch/tag/propagande/>) Résistance palestinienne
(<http://arretsurinfo.ch/tag/resistance-palestinienne/>) Sanctions
(<http://arretsurinfo.ch/tag/sanctions/>) Stratégie de la tension
(<http://arretsurinfo.ch/tag/strategie-de-la-tension/>) Syria
(<http://arretsurinfo.ch/tag/syria/>)